ON S'ABONNE
à Cahors, bureau du Journal,
chez A. LAYTOU, imprimeur,
ou en lui adressant franco un mandat
sur a poste.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
LOT, AVEYRON, CANTAL,
CORRÈZE, DORDOGNE, LOT-ET-GARONNE
TARN-ET-GARONNE :
Un an..... 16 fr.
Six mois..... 9 fr.
Trois mois..... 5 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS :
Un an, 20 fr.; Six mois, 14 fr.
L'abonnement part du 1^{er} ou du 16

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

PARAISANT LES MARCHÉS ET SAMEDI

Le JOURNAL DU LOT est désigné pour la publication des Annonces Administratives du Département.

PRIX DES INSERTIONS
ANNONCES.
25 centimes la ligne
RÉCLAMES.
50 centimes la ligne

Les Annonces et Avis sont reçus
à Cahors, au bureau du Journal
rue de la Mairie, 6, et se paient
d'avance.

— Les Lettres ou paquets non
affranchis sont rigoureusement re-
fusés.

Cahors, imp. de A. LAYTOU rue de
la Mairie, 6.

CALENDRIER DU LOT

DATE	JOURS	FÊTE	FOIRES	LUNAISONS
3	Dim.	Inv. se Croix.		☉ P. L. le 4, à 4 h. 18' du mat.
4	Lundi	se Monique.	Gigouzac, Lalbenque, Lentillac, Sauzet, Bagnac, Corn, Larnagol, Carluet, Nadailbac, Rocamadour, Thegra.	☽ D. Q. le 11, à 1 h. 32' du mat.
5	Mardi	s. Pie V.	Dégagnac, Frayssinet, Labastide-Mur.	☉ N. L. le 18, à 3 h. 14' du mat.
6	Mercredi	s. Jean p. l.	Catus, Pern, Puy-l'Évêque, St-Projet.	☽ P. Q. le 26 à 4 h. 17' du mat.

L'abonné pour un an au Journal du Lot a droit à une insertion de 30 lignes d'annonces ou 15 de réclames. Pour six mois, de 12 lignes d'annonces ou 7 de réclames. Cette faveur n'est accordée que pour le département.

M. HAVAS, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3, et MM. LAFITE-BULLIER et Co, place de la Bourse, 8, sont seuls chargés, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

L'ABONNEMENT SE PAIE D'AVANCE

SERVICE DES POSTES.

HEURE DE DÉPART	DÉSIGNATION DES COURS	DISTRIBUTION
7 h. 30' du matin	Paris, Bordeaux, Toulouse	6 h. 30 m. du s.
7 heures du soir	Brives (Gourdon), Montauban, Caussade, Toulouse, Castelnau-Montrastier, Figeac (Lalbenque, l'Aveyron), Fumel, Castelfranc, Puy-l'Évêque, Cazals, St-Géry	7 h. du m. 7 h. du m. 7 h. du m. 6 h. 30 m. du s.

L'acceptation du 1^{er} numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner.

Cahors, 29 Avril 1863.

BULLETIN

Nous recevons, par voie d'Angleterre, des nouvelles du Mexique, en date du 24 mars. — Le général Forey a établi son quartier général à un mille de Puebla. Plusieurs des hauteurs qui entourent la ville, sont occupées par les Français. Le bombardement devait commencer du 10 au 15 avril. Ortegá commande la garnison mexicaine. — Il est probable qu'aujourd'hui Mexico est au pouvoir des Français.

Les dépêches de Varsovie (Russe) démentent constamment ce que les télégrammes cracoviens annoncent de favorable aux insurgés. C'est un parti pris, et personne ne s'y trompe. La vérité est que l'insurrection fait plus que se maintenir : elle s'étend sur tous les points; tient tête partout aux troupes russes, et oblige le gouvernement de Saint-Petersbourg à ordonner une levée d'hommes. L'appel aux armes du comité révolutionnaire de Varsovie est entendu sur tous les points de la Pologne. Dans ce moment, l'insurrection se propage en Volhynie.

Le journal de Posen fait l'appel suivant aux Polonais qui servent sous le drapeau russe.

« Frères, pendant le long ukase de la nation, les ukases des czars vous appelaient dans les rangs de l'armée moscovite; la nation, privée de son indépendance, ne possédait pas le moyen de vous affranchir de l'odieuse servitude du czar et du rôle de bourreaux de vos propres frères. Aujourd'hui la faux, cet instrument de la prochaine liberté de la patrie, agit, et le sang fumant de nos ennemis a déjà arrosé notre sol. Vos frères ont abandonné leurs familles, leurs foyers, tout ce que l'homme a de plus cher, et en criant aux armes! ils se sont précipités sur l'ennemi, décidés à vaincre ou à mourir.

» Ariez-vous le triste et terrible courage de les recevoir avec des balles ou de leur opposer vos baïonnettes? Le czar vous aurait-il à jamais enchaînés à son trône et aurait-il étouffé en vous ce sentiment le plus élevé de tous, de l'amour de la patrie? Les serments arrachés par la tyrannie n'obligent personne, ni vous ni le pays, car ils ont été prêtés contre votre propre mère, la patrie, et Dieu n'écoute pas les paroles sacrilèges. Non-seulement l'honneur militaire ne vous défend pas de quitter les drapeaux du czar, mais il vous commande de donner votre vie pour l'indépendance de la nation à laquelle vous appartenez.

» Serrons nos rangs contre l'ennemi commun;

EXTRAIT DES MÉMOIRES

sur les

ÉVÈNEMENTS QUI ONT PRÉCÉDÉ LA MORT

de

JOACHIM-NAPOLÉON

Roi des Deux-Siciles
Par GALVINI

Secrétaire intime du Roi en 1813, ancien Commissaire des guerres dans l'armée napoléonienne, et Sous-Intendant militaire au service de France.

(Suite.)

Nayant pu nous procurer une caisse de tambour à Ajaccio, nous eûmes l'intention de nous emparer de celle qui était dans le corps de garde; mais l'homme qui la battait s'était absenté du poste, et nous n'avions alors personne pour la battre. Nous attendîmes le tambour pendant au moins dix minutes; mais voyant qu'il ne venait pas, nous nous dirigeâmes sur Monteleone, le cœur navré et agités par de funestes pressentiments; car de tous ces hommes que nous avions rencontrés sur la place, il n'y eut que quelques anciens militaires et un jeune homme qui nous suivirent, lorsque nous nous étions promis un tout autre accueil.

Le jeune homme, en veste ronde, nous témoigna un attachement extraordinaire; je regrette de ne pouvoir en consigner le nom dans ce récit.

Notre ordre de marche n'avait jamais été interrompu : Joachim marchait toujours le premier. Dès que nous fûmes à environ cent pas du village, au lieu de marcher directement, le roi appuya sur sa

couronne aux armes comme un seul homme et le bonheur nous attend dans la patrie libre et prospère.»

Le 12 avril, dit une lettre de Varsovie, 250 jeunes varsoviens, armés de carabines ont quitté la capitale ayant à leur tête un habile officier, le major Remichewski. Dès le surlendemain, ces braves jeunes gens recevaient le baptême du feu au village de Babice, près Varsovie. Attaqués par une colonne moscovite trois fois plus nombreuse, ils se défendirent avec un courage héroïque et ne se retirèrent dans les bois qu'après avoir perdu 30 hommes parmi lesquels leur brave chef Remichewski.

Le 22, 300 hussards russes ont péri dans un combat qui a eu lieu dans la forêt de Kampinos, près de Varsovie. Le détachement des paysans faucheurs, s'est vaillamment battu dans cette mémorable journée.

La nouvelle que le Pape aurait adressé aux Empereurs d'Autriche et de France des lettres en faveur des Polonais, est démentie par l'*Osservatore romano*.

Le cabinet de Turin n'a pas encore répondu à la communication des trois puissances qui l'invitent à joindre ses efforts aux leurs en faveur de la Pologne. On attend cette réponse prochainement, et d'avance, on la considère comme conforme à la politique des trois puissances. Les sentiments qui doivent d'ailleurs animer le roi Victor-Emmanuel envers la France et l'Empereur ne permettent guère de penser différemment.

Les fêtes se succèdent à Florence. Le roi Victor-Emmanuel vient d'y donner un grand bal. La haute société de la Toscane y affluait. On prépare, dans ce moment, à Florence, des appartements pour recevoir LL. AA. II. le prince Napoléon et la princesse Clotilde.

Le ministère espagnol vient de recevoir une nouvelle preuve de confiance de la part des Chambres. La loi sur les impôts a été adoptée à une grande majorité. Ce vote consolide le ministère.

L'assemblée grecque a suspendue ses travaux pour quinze jours. Pendant cet intervalle le nouveau cabinet espère maintenir l'ordre. Les

droite et se dirigea vers une petite colline complantée d'oliviers qui domine le village et séparée de la route par une haie.

« A Monteleone, Sire! à Monteleone! » s'écria dans ce moment l'excellent jeune homme dont j'ai parlé plus haut; mais Joachim continua sa route sans l'écouter, et tous nous nous rendîmes sur ladite colline.

Au même instant nous vîmes sortir de Pizzo plusieurs paysans armés ayant à leur tête un capitaine de gendarmerie que nous prîmes pour un colonel, car il en portait les épaulettes. C'était le capitaine Trenta-Capilli, qui avait été chef de masses pendant les troubles qui désolèrent les Calabres (1).

Le général Manhés, qui commandait ces provinces, avait fait pendre trois de ses frères. Ce général, par ses cruautés et pour arriver à son ambition le plus vite, avait fait au roi, dans les Calabres, un nombre considérable d'ennemis irréconciliables.

Cet officier laissa son monde en arrière et se dirigea vers nous, et nous aussi nous lui épargnâmes la moitié du trajet, car de la colline nous nous rendîmes à sa rencontre sur la route. Dès qu'il nous eut approchés, il pria Joachim de se rendre à Pizzo en disant : *Favorisca in Paese*. Sa Majesté lui fit observer qu'au contraire c'était lui qui devait suivre son roi à Monteleone et que tel était l'ordre qu'il lui donnait. Le capitaine lui répondit alors, avec audace, qu'il ne connaissait d'autre roi que Ferdinand.

Joachim se sentit tellement outragé par cette insolente réponse, qu' aussitôt il porta vivement la main

(1) Trenta-Capilli avait environ soixante ans; il était de taille moyenne, d'assez forte corpulence, avait le teint brun, les cheveux blancs et la figure ovale.

personnes compromises dans la prétendue conspiration bavaroise, sont rendues à la liberté.

Les fédéraux ont complètement échoué devant Charleston. L'attaque ne sera probablement pas renouvelée. Un manifeste publié par Jefferson Davis, exhorte les populations du Sud à continuer la guerre.

A. LAYTOU.

Dépêches télégraphiques.

(Agence Havas.)

Cracovie, 27 avril.

Contrairement au bruit qui a couru, le marquis Wielopolski reste au pouvoir. Le ministre de l'intérieur, baron Keller, s'est réconcilié avec lui par ordre du grand-duc.

Copenhague, 26 avril.

La députation chargée d'offrir le trône de Grèce au prince Georges de Danemark est arrivée. Elle se compose de douze membres parmi lesquels M. Zianus, président; l'amiral Canaris, M. Mavrocordato et M. Dosios.

Londres, 27 avril.

Le *Daily-telegraph* annonce que le gouvernement anglais a résolu d'envoyer tous les bâtiments cuirassés disponibles aux Indes-Occidentales. Le *Warrior* et le *Blach-Prince* seraient déjà désignés.

Saint-Petersbourg, 27 avril.

Des députations viennent d'arriver de Moscou pour remettre à l'empereur, de la part de la noblesse de la Douma (municipalité) et des Roskolniks (dissidents), des adresses dans le sens de celles de Saint-Petersbourg.

Vienne, 27 avril.

La *Correspondance générale* annonce que lord John Russell a, comme M. Drayn de Lhuys, envoyé une circulaire dans laquelle il invite les cabinets allemands à se joindre aux démarches faites par les trois puissances à Saint-Petersbourg, en faveur de la Pologne.

Le bruit court que le parlement autrichien (Reichsrath) sera convoqué pour le 28 mai.

Francfort, 27 avril.

L'*Europe* annonce que le ministre de Bade à Vienne a présenté à M. de Rechberg la note relative à la reconnaissance du royaume d'Italie par le gouvernement Grand-Ducal. M. de Rechberg n'en a pas demandé copie. Les gouvernements allemands examineront si un membre de la confédération, n'ayant pas le rang de puissance européenne, peut reconnaître un état, contrairement à la Diète germanique.

Turin, 27 avril.

L'*Opinion* a reçu de Rome les nouvelles suivantes : Le bruit court que Tristany a donné sa démission de chef de brigands, il serait remplacé par Perracante. Tristany va partir pour Trieste.

D'après un autre bruit, le Pape, cédant aux efforts

de la camarilla de Mérode, accepterait la démission du cardinal Antonelli.

200 brigands sont partis de Rome, se dirigeant sur Aquila. Le gouvernement italien a pris ses mesures en conséquence.

5 0/0 italien 74,40. Emprunt nouveau 72,75.

La dernière séance du Corps Législatif, dans laquelle ont été adoptés les budgets du ministère d'Etat, de la Justice, des Affaires étrangères et de l'Intérieur, après une discussion animée, a été signalée par des déclarations officielles qui viennent complètement à l'appui de nos propres indications sur l'attitude prise par la France, en ce qui concerne la Pologne. Répondant à diverses questions de M. Emile Ollivier, l'honorable M. Billault a fixé avec son autorité habituelle, la situation vraie qui nous est faite par les événements douloureux qui se passent sur les bords de la Vistule. « Nous sommes tous, s'est-il écrié, comme l'a dit une parole bien haute, animés d'un sentiment cordial pour les souffrances de la Pologne; mais, nous sommes convaincus que la question est européenne et que les sympathies de toute l'Europe doivent concourir à la résoudre. »

L'éloquent ministre a résumé d'un mot les vœux impériaux, que nous avons cherché à établir. Mais ce qu'il a flagellé avec une parole bien autrement puissante que la nôtre, ce sont les passions ou les craintes folles qui cherchent à propager ou qui admettent des bruits de conflagration générale et mille conjectures opposées ne tenant aucun compte des difficultés de la situation. « Les affaires sagement conduites, a dit encore le ministre, ne vont point ainsi aux extrêmes. L'opinion publique si intelligente, d'ordinaire en France, ne doit donc pas se laisser surprendre plus longtemps par de prétendues indiscretions de journaux ou par les suppositions des joueurs de la Bourse. Qu'on lise les énergiques protestations de M. Billault à ce sujet, et personne ne doutera plus de l'inébranlable esprit de mesure qui n'a jamais cessé d'inspirer le Prince prudent et ferme chargé de régir avant tout, au milieu des déchirements de l'Europe, nos précieuses destinées. A ce titre nous ne saurions trop insister sur le mérite et l'importance des paroles de M. le ministre. »

Havas.

On lit dans le *Moniteur* :

De nombreuses réclamations sont parvenues

ne pûmes pas en profiter, car à peine nous l'eûmes tous montée péle-mêle, qu'elle toucha fond et il nous fut impossible de la pousser au large.

Dans cette conjoncture les habitants, témoins de notre retraite, s'armèrent, et du village accoururent tous à la marine en faisant sur nous des décharges continuelles et nous tuèrent un sergent et le capitaine Pernice, qui tenait un des avions et qui, frappé d'une balle à la tête, tomba roide mort sur la barque même entre le roi et moi. Le sergent Giovannini resta aussi sur la place. Or, comme il nous était impossible de leur échapper, force nous fut de céder au nombre et nous nous rendîmes prisonniers. Le roi leur demanda ce qu'ils voulaient de nous et quel était le motif qui les induisait à nous traquer ainsi. Les lâches ne surent alors que répondre.

Un d'eux, le plus abject, un misérable couvert de haillons, tenait son arme en joue et était prêt à faire feu sur le roi. Ce fut alors que nous déclarâmes unanimement nous abandonner à leur discrétion, et cette déclaration suspendit cet horrible forfait.

Il m'est impossible de reproduire ici tous les actes de cruauté que nous dûmes endurer lorsque nous devînmes la proie de cette vile multitude. Je me bornerai seulement à dire que nous fûmes tous injuriés et blessés même, à l'exception du roi, qui était généralement et personnellement connu, ayant été à Pizzo lors de l'expédition de Sicile en 1809, et qui, quoique dans l'impuissance de se faire obéir, paraissait inspirer encore assez de crainte pour empêcher ces forcés de se porter à des excès contre lui. Cependant ils osèrent lui arracher ses épaulettes pour profiter de leur valeur.

Malgré toutes ces vicissitudes et quoique à la veille de plus funestes événements, Joachim marchait toujours avec intrépidité; sa dignité de monarque ne

à l'Empereur au sujet de œuvres d'art qui ont été refusées par le jury de l'Exposition. S. M. voulant laisser le public juge de la légitimité de ces réclamations, a décidé que les œuvres d'art refusées seraient exposées dans une autre partie du palais de l'Industrie.

Cette Exposition sera facultative, et les artistes qui ne voudraient pas y prendre part n'auront qu'à en informer l'administration, qui s'empresera de leur restituer leurs œuvres.

Revue des Journaux.

MONITEUR.

On écrit de la Nouvelle-Orléans, 28 mars, au *Moniteur* :

« Bien qu'on n'ait pas encore à la Nouvelle-Orléans des renseignements complets sur les événements militaires qui viennent de s'accomplir sur le Mississipi, on a cependant recueilli des informations qui semblent exactes et qu'on peut résumer de la manière suivante :

» Le mouvement de l'armée fédérale a commencé par le départ de Baton-Rouge de la division du major-général Augur, dans la matinée du 14 mars, suivie successivement de deux autres divisions et de la cavalerie. La colonne s'est avancée sur la route de Port-Hudson, sans être inquiétée jusqu'à l'embranchement de la route de Springfields, où le général Banks a établi son quartier général. La cavalerie fut alors envoyée en reconnaissance dans différentes directions, notamment du côté de Port-Hudson, le long de la route de Bayou-Sara et vers les débarcadères de Ross et de Springfields. Dans la journée il y eut deux escarmouches assez vives sans résultat décisif, mais pas d'engagement général.

» Pendant que les troupes de terre accomplissaient ce mouvement dont le but principal était de faire diversion et de permettre à la flotte de l'amiral Farragut de dépasser les batteries du fleuve, ce dernier s'y préparait effectivement, et vers dix heures du soir il se portait en avant à la tête de son escadre de frégates, de chaloupes canonnières et de bateaux à mortiers. Partie de l'île Profit en bombardant les bois des deux côtés, elle ne rencontra les batteries confédérées qu'à onze heures et demie environ. C'était *Hartford*, monté par l'amiral et accompagné d'un *gutboat*, l'*Albatros*, qui ouvrait la marche. Après eux venaient le *Richmond* et le *Genessa*, puis le *Monongahela*, le *Kimes*, et enfin le *Mississipi*. L'engagement fut terrible et le feu se prolongea de part et d'autre pendant près de deux heures. En définitive, les deux navires placés en tête, le *Hartford* et l'*Albatros*, parvinrent seuls à passer; les autres, avec plus ou moins d'avaries et de pertes en tués et blessés, furent obligés de se replier et de se laisser aller à la dérive hors de la portée des batteries. Le *Mississipi* s'étant ensablé, dut être abandonné par son commandant, qui le fit sauter après l'avoir quitté avec son équipage. Le nombre des morts et des blessés sur les divers navires a été assez considérable, et parmi eux se trouvent plusieurs officiers supérieurs.

» Le lendemain matin, les troupes fédérales, qui étaient restées sur les lieux pendant toute la nuit, reprenaient le chemin de Baton-Rouge, où le général Banks adressait à ses soldats une proclamation annonçant que le but de l'expédition était atteint, et que c'était à tous égards un succès. Il est rentré à la Nouvelle-Orléans le 21. Quant à l'amiral Farragut, resté en avant avec ses deux navires et coupé de la plus grande partie de sa flotte, on ignore complètement ce qu'il est devenu.

se démentit pas un seul instant, quoique en butte aux injures de ce que la terre a pu produire de plus immonde. Il marchait en tête, naturellement bien entouré; et nous autres, tous blessés, menacés par les cris et les vociférations de la multitude armée, nous le suivions dans l'attitude des vaincus.

Nous arrivâmes enfin au château, et là nous fûmes tous renfermés dans un corps de garde.

Triste souvenir! Celui qui, naguère se trouvait assis sur un trône resplendissant de gloire et qui commandait à une armée considérable, se trouvait alors sous les verroux d'un corps de garde, abandonné à la férocité d'hommes capables de tout, et n'avait auprès de lui que quelques compagnons d'infortune couverts de sang!

Cependant, au milieu de ces cannibales nous rencontrâmes une âme bienfaisante qui, dans l'état pitoyable où nous nous trouvions, ne craignit pas de venir à notre secours: ce fut M. Alcalá, gouverneur des biens du duc de l'Infantado. Ce digne homme, après avoir blâmé hautement la conduite de nos agresseurs, offrit au roi un très-bel habit bleu et nous fit distribuer quelques chemises dont nous avions très-grand besoin.

Il nous offrit également le dîner qu'on avait préparé pour sa famille; mais nous le remerciâmes.

J'ai voulu citer cet exemple parce que la vertu mêlée à l'abjection des misérables qui nous environnaient est plus resplendissante et mérite au moins un souvenir de reconnaissance.

Environ deux heures après que nous fûmes mis dans le corps de garde, le capitaine de gendarmerie, Trenta-Capilli, celui même qui avait fait faire feu sur nous, vint avec des manières grossières demander au roi les papiers qu'il pouvait avoir sur lui. L'infortuné Joachim les lui remit: c'étaient le mémoire, la pro-

» Depuis qu'on a reçu ces nouvelles, il circule une foule de bruits en général peu favorables aux fédéraux. On prétend que l'expédition du général Banks aurait été désastreuse, et ses pertes de près de dix mille hommes; que son armée serait presque bloquée à Baton-Rouge; qu'enfin elle serait décimée par les désertions et les maladies. On parle d'autre part d'échecs sérieux subis par les fédéraux à la baie de Berwick et dans la paroisse de La-fourche. Toutes ces rumeurs, sans doute, manquent de certitude; il n'en est pas moins vrai que les sécessionnistes semblent confiants et satisfaits, tandis que les partisans de l'Union sont au contraire inquiets et préoccupés.»

LA FRANCE.

On lit dans la *France*, sous la signature de M. Renauld :

« Le prince Gortschakoff, en recevant les communications qui lui ont été faites par les représentants des trois puissances, a dit pour toute réponse qu'il allait en référer à son gouvernement.

» On assure que la note de la France a un ton moins accentué et plus conciliant que celle des deux autres puissances.

» On pense à Saint-Petersbourg que les négociations engagées à propos des affaires de Pologne seront longues et qu'on ne pourra tomber d'accord sur une entente amiable avant la fin du mois d'août.

» Un pareil fait doit ôter toute inquiétude de guerre; car, à partir du mois de septembre, il est impossible d'entreprendre aucune opération maritime dans le golfe de Finlande ou dans la mer Baltique. Cet empêchement dure depuis le mois de septembre jusqu'à la fin d'avril.»

LE MONDE.

Voici un extrait de la correspondance adressée de Turin au journal le *Monde* et que signe M. Taconet :

« Les nouvelles de M. Farini sont aujourd'hui fort alarmantes. En attendant les relations des circonstances de cette maladie, on ne peut se défendre d'un sentiment de véritable épouvante. Il arrive parfois à M. Farini de tomber à terre comme foudroyé et de rester cinq ou six heures en proie à de telles convulsions, qu'on n'ose le soulever; on doit se borner à faire passer sous son corps quelques couvertures ou un matelas. Le mot commence à courir parmi le peuple que M. Farini est possédé du démon.»

Pour extrait : A. LAYTOU.

CORPS LÉGISLATIF.

PRÉSIDENT DE M. LE DUC DE MORNAY.

(Extrait de la séance du 24 avril.)

Après le vote du budget des affaires étrangères, la Chambre passe au budget de l'intérieur.

M. LE BARON DE JOUVENEL a la parole sur la 4^e section de ce budget (administration centrale).

Messieurs, dit-il, comme on l'a déjà indiqué lors de la discussion de l'adresse, le gouvernement a cru devoir déclarer une guerre vive à l'un des deux députés de la Corrèze. Quoique ce député m'inspire un intérêt tout particulier, je ne parlerai ni de lui, ni du pays, ni de l'élection; je préfère entretenir la Chambre d'une question d'un caractère d'incontestable opportunité, la question électorale.

Si je me rends compte des conditions d'équilibre auxquelles doit obéir le mécanisme de la Constitution, je déclare qu'à mon avis, il serait également illogique de vouloir gêner le souverain dans son droit de nommer ses ministres et de gêner la nation dans la liberté du choix de ses mandataires. Si les 89 préfets de l'empire sont avec raison l'objet d'un choix réfléchi de la part du souverain, je ne suis pas également convaincu qu'il soit bon que les députés

clamation, le décret et une reconnaissance de 500,033 ducats. Il lui remit également vingt-deux pierres de diamants.

Durant cette même journée, une foule immense de personnes encombraient la place et la porte du château. Le roi espérait alors un mouvement populaire en sa faveur; il comptait beaucoup sur les carbonari. Il cherchait à nous encourager, et peut-être se faisait-il lui-même illusion: « Vous verrez, disait-il, que dans la nuit nos amis viendront nous délivrer.»

Vers les six heures, Trenta-Capilli entra de nouveau dans notre prison et y dressa un état nominatif de tous les prisonniers.

Un instant après le général Nunziante, commandant la division des Calabres, ayant appris à Tropea que nous avions été arrêtés, se rendit au château de Pizzo avec un détachement d'infanterie de ligne. Joachim fut très-content de l'arrivée de ce général, parce qu'il l'entoura d'une garde tout autre que celle de la vile canaille de Pizzo.

Le général Nunziante entra dans le corps de garde avec un seul officier de sa suite, et eut, en notre présence, un court entretien avec le roi. Joachim lui demanda: De quel pays êtes-vous, général? Et Nunziante: Je suis de la province de Salerne. — Il me semble avoir connu quelqu'un de votre famille, dit le roi. — Impossible général (il lui donna toujours le titre de général), car j'ai quitté mon pays très-jeune et je n'y ai laissé aucun parent. Sa Majesté lui recommanda entre autres choses la conservation des papiers dont Trenta-Capilli s'était emparé, et particulièrement la reconnaissance des 500,033 ducats, en lui faisant observer que c'était en elle que consistait toute la fortune de sa famille. Il ajouta que ce n'était pas de l'argent ramassé à Naples, mais

aient la même origine. Vous ne le voudriez pas, Messieurs, car il est plus utile qu'il provienne de la liberté des élections.

Que le gouvernement adhère aux candidatures proposées par l'opinion, mais qu'il n'en dicte pas.

Que les élus réunissent la confiance du pouvoir et celle des électeurs, très-bien; mais si une assemblée doit être comme une sorte de photographie politique du pays, il faut admettre que toute dissidence puisse être reproduite dans la mesure où elle existe réellement. Où est le danger? il n'y en a pas.

Avant d'entrer dans cette enceinte, il faut, par un serment dont personne n'est en droit de discuter la sincérité, avoir fait acte d'adhésion au gouvernement. Cela est parfaitement juste. Mais empêcher les opinions dissidentes de se produire, ce ne serait ni les avoir vaincues ni les avoir converties.

Dans notre système d'organisation judiciaire, ce qui fait la légitimité de toutes les condamnations, c'est la liberté de toutes les défenses. Qu'importe de donner la parole à l'erreur quand on se croit armé de la vérité! Lorsque l'électeur, le député, le souverain ont agi dans la plénitude de leur liberté, le pouvoir leur donne une majesté devant laquelle doivent s'incliner toutes les dissidences. Au-dessus de tous les tribunaux connus dans l'histoire, il en est un, celui du suffrage universel. Tout le monde doit s'incliner quand le pays tout entier a parlé! Donc, ce qu'il faut le plus respecter, c'est la liberté des électeurs.

Une Chambre des députés, c'est l'œil du pays sur les affaires du pays. Il faut, par conséquent, qu'on y puisse dire sa pensée tout entière. Si les majorités n'y font plus de ministres, elles prennent quelque fois des résolutions devant lesquelles le pouvoir s'incline. Tout y gagne, même le prestige du souverain, car un souverain qui se modère c'est un souverain qui grandit.

Que le gouvernement ne se laisse donc pas aller à des ressentiments indignes du gouvernement d'un grand pays. Un gouvernement d'origine populaire n'a réellement qu'une seule difficulté à vaincre: c'est de distinguer ce qui réellement dans le conflit de toutes les opinions est l'opinion du plus grand nombre. Dans une question récente qui a longtemps troublé les consciences, nous avons vu les esprits divisés; mais tous les amis de la grandeur de la France se sont réjouis de voir que l'Empereur, en protégeant la Papauté, participait à une portion de l'autorité morale qui s'exerce dans le monde entier sur les catholiques. C'est qu'il avait su distinguer la voix du plus grand nombre en France.

Quand un gouvernement régulier emploie sa force à détruire une influence ancienne et légitime, loin de fortifier l'autorité, il affaiblit la puissance morale de la société. Un gouvernement comme le nôtre, répondant bien aux conditions de son origine, crée pour tous le devoir de se rattacher à lui, et c'est parce qu'il a ce caractère que nous avons pu nous dévouer à lui, malgré nos origines diverses.

Des élections nouvelles se préparent. Que le ministre chargé d'y présider, se conformant à la pensée du souverain, ne combatte pas comme des ennemis des hommes qui ont la noble ambition de bien servir leur pays. Ne rendez pas cette tâche impossible, ne faite pas des factieux de ceux qui ne sont que des citoyens dévoués. La société civile a besoin, elle aussi, de voir se former un état-major d'hommes éminents par le talent et le patriotisme.

Nous avons tous reçu une éducation libérale. Abandonnons donc des procédés qui ne sont plus de notre temps. Il nous est permis d'espérer ce couronnement de l'édifice qui nous a été promis, la liberté. Ce mot de liberté pour lequel nos ancêtres ont si longtemps combattu, il est permis de le prononcer, puisque le souverain lui-même nous y convie...

M. LE VICOMTE A. LEMERCIER. — Je demande la parole.

M. LE BARON DE JOUVENEL. — Si la liberté électorale introduisait dans cette Chambre quelques éléments de plus, ce ne serait pas un malheur. Les décisions unanimes ne sont pas celles qui ont le plus d'autorité. Il faut à la fois, dans cette Chambre, des représentants des enseignements du passé et des représentants des aspirations de l'avenir. C'est de ces deux éléments que se dégage la connaissance des nécessités actuelles.

M. LE VICOMTE A. LEMERCIER. — Je viens d'écouter avec beaucoup d'attention et d'intérêt les observations de mon honorable ami M. de Jouvenel; qu'il me permette de lui donner une conclusion pratique et précise. Le pays est ému de la façon dont le gouvernement a compris la lutte électorale; cette émotion n'est pas née dans le pays; c'est l'attitude d'une partie de l'administration qui la fait naître. Elle ira toujours grandissant, et le résultat des élections trompera sensiblement, je le crois, les espérances

bien la récompense de ses travaux et de ses services en France.

Nunziante, dont les procédés envers Joachim étaient d'une politesse extrême, le rassura en lui faisant toutefois observer que rien n'aurait été fait sans l'assentiment de Ferdinand, auquel on devait tout faire connaître; ensuite il prit congé en disant: « Felice notte, générale.»

Cet officier général approchait de la soixantième année; il était d'une taille élevée et extrêmement vouté; sa voix était nasale; il avait une figure brusque, mais des manières honnêtes. Sa conduite envers Joachim, ainsi qu'envers nous tous, a été celle d'un homme de cœur. Je me plais, au nom même de tous nos compagnons d'infortune, à déposer ici le tribut de reconnaissance que nous devons à sa mémoire. Le général Nunziante ne changea rien à l'état des choses: nous restâmes tous pendant la nuit réunis au corps de garde.

Le surlendemain le roi fut transféré dans une chambre à côté du corps de garde, qui, quoique malpropre, était la plus belle pièce du château.

Aussitôt qu'il fut installé dans cette chambre, il écrivit quatre lettres, dont une à la reine, une à Ferdinand et les deux autres aux ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche. Par ces lettres il demandait à être placé sous la protection des puissances alliées.

Pendant qu'il attendait la réponse que la cour avait à lui faire, une flottille anglaise commandée par le colonel Robwinson vint mouiller à Pizzo. Nunziante présenta ce colonel au roi, qui fit les plus vives instances auprès du général Nunziante pour qu'il le fit embarquer sur un des navires anglais, et transporter à Tropea, petite ville éloignée de deux lieues de Pizzo: « Là, disait-il, je serai en toute sûreté.»

Le général montra d'abord de l'hésitation, puis

du ministre qui les dirige. (Interruption.) Je précise donc ce qui doit être le droit des députés de l'opposition. Je n'ai pas compris la forme employée dans une note récente du *Moniteur*, mais je comprends très-bien qu'on soit candidat ministériel ou candidat de l'opposition constitutionnelle. Je me présenterai, quant à moi, comme candidat de l'opposition constitutionnelle. Je ferai une guerre énergique, mais loyale, aux candidats que le gouvernement m'oppose; mais je demande au gouvernement quels sont les moyens qui doivent être employés par l'administration pour me combattre. (Bruit.) Voilà le point délicat et précis de la question. L'administration aura-t-elle le droit de tout faire sauf à désavouer un abus trop criant comme un excès de zèle? L'opposition sera-t-elle tenue par des lisières si étroites qu'elle ne pourra pas donner à ses candidatures toute la publicité nécessaire? Voilà pourquoi nous avons besoin des explications du gouvernement.

Comme je blâme énergiquement la manière dont M. le Ministre de l'intérieur dirige les élections générales, je propose à la Chambre de repousser la section 1^{re} du ministère de l'intérieur. Ce sera une façon de montrer quels sont les membres qui approuvent les procédés violents de l'administration. (Réclamations et rires.)

Je suis heureux, Messieurs, d'exciter aux bancs de MM. les commissaires du gouvernement l'hilarité du représentant de M. le ministre de l'intérieur. (Bruit.) M. THULLIER, conseiller d'Etat. — Les commissaires du gouvernement peuvent s'associer à une manifestation de la Chambre.

M. LE MARQUIS DE PIERRES. — Je suis d'une opinion diamétralement opposée à celle du préopinant. J'approuve, quant à moi, tous les procédés du ministre de l'intérieur. L'année dernière je disais qu'il m'arrivait quelquefois de blâmer les ministres quand ils étaient blâmables. Dans les circonstances actuelles, je cherche si j'ai à blâmer quelque chose dans la conduite de l'administration. Je dis de l'administration, parce que je la distingue toujours du gouvernement. Mais je trouve que le ministre de l'intérieur ne fait qu'user des moyens constitutionnels dont il dispose. Je ne blâme pas les changements opérés dans les circonscriptions électorales. Le ministre de l'intérieur a obtenu la confiance entière des communes rurales. Il désire obtenir également celle des villes. Il emploie pour cela tous les moyens légaux sinon légitimes. Je n'ai rien à dire à cela.

Dernièrement, un de nos collègues les plus clairvoyants a expliqué cette situation. Il a dit que les candidatures officielles étaient un bien, et que la mission du Corps législatif n'était pas d'être en antagonisme avec le gouvernement, mais de se mettre d'accord avec lui. J'approuve cette explication. A quoi bon ronger son frein, et pourquoi quelques députés des anciennes assemblées se sont-ils regardés comme froissés? Je demande à constater cette situation qu'il n'y a pas un de nous qui n'ait besoin de l'appui du gouvernement pour entrer dans cette Chambre (interruption). Heureux, Messieurs, celui qui pourra s'en passer. Moi, je ne crois pas que ce soit possible, et je crains que ceux qui ne sont pas de cet avis ne se fassent illusion. (Bruit.) Je fais donc des vœux pour que, dans la lutte, M. le ministre sorte partout vainqueur.

Les candidatures officielles étant indispensables, selon moi, à tout le monde, il en résulte pour tous des devoirs sur lesquels je crains de m'être mépris.

J'ai toujours pris au sérieux les institutions de mon pays. Quand je suis arrivé ici, je n'ai réclamé aucune réforme, je ne suis pas sorti de ce silence dont personne ne se plaignait. (On rit.) Quant à la réforme électorale, je n'ai accepté qu'avec hésitation une nouveauté qu'il n'était pas sans inconscience; j'ai vu bien vite que l'usage des libertés nouvelles ne valait que des avertissements aux journaux; cependant les incitations à la liberté étaient tombées de bien haut. L'Empereur lui-même nous les avait adressées, et avec l'Empereur M. le Ministre de l'intérieur, qui en ce moment revenait d'Angleterre avec un sentiment libéral très-vif dans ses circulaires.

Je dois dire que j'ai pris toutes ces paroles au sérieux. Mais le devoir à accomplir était difficile de la part du député. Il était exposé à des contradictions qui exigeaient la plus grande souplesse. Fallait-il, il y a deux ans, être italien et révolutionnaire ou élérical? Ce n'était ni ça, ni ça; il fallait être révolutionnaire hier, il ne faut plus l'être aujourd'hui. Faut-il être Polonais aujourd'hui? Peut-être cela vous est-il permis, à la condition de ne l'être plus demain. (Vives rumeurs.)

M. CHEVANDIER DE VALDROME. — Je demande la parole. (Bruit.)

M. LE PRÉSIDENT, à M. le marquis de Pierres. — Pour l'honneur de la Chambre et du pays il faut

il se décida à accueillir la demande; mais ensuite ayant parlé de cette affaire au colonel anglais, et ce dernier, tout en se montrant disposé à la recevoir à son bord, ayant fait observer au général qu'en autorisant de son propre mouvement ladite translation, il pouvait se compromettre aux yeux de son souverain, Nunziante ne voulut plus assumer sur lui une pareille responsabilité. C'était le 12 octobre.

Le jour précédent, Joachim ayant demandé à ce même général s'il aurait livré à une commission militaire, dans le cas où il en aurait reçu ordre par la voie du télégraphe, le général lui répondit que non; qu'il n'aurait jamais fait cela qu'en vertu d'un ordre par écrit.

Le 12 octobre, un officier du troisième régiment étranger vint dire à l'un des nôtres de rendre compte au roi que le télégraphe du jour donnait ordre de le consigner à la... l'ordre transmis par le télégraphe, ayant, dit-il, été interrompu.

Joachim en fut instruit: « Eh bien, que voulait-il dire?... Que je sois consigné à la Flotte, ou à la citadelle de Messine. » Telle était la candeur de son âme qu'il ne put concevoir nul soupçon de l'atrocité du crime qu'on méditait contre lui.

Voici le texte du décret de Ferdinand en vertu duquel il allait se commettre:

« Naples, le 9 octobre 1815.
» FERDINAND, par la grâce de Dieu, etc., etc., nous avons décrété et décrétons ce qui suit:
» Art. 1^{er}. Le général Murat sera traduit devant une commission militaire, dont les membres seront nommés par notre ministre de la guerre.
» Art. 2. Il ne sera accordé au condamné qu'une demi-heure pour recevoir les secours de la religion.
» FERDINAND.»

être sérieux et dignes.

M. LE MARQUIS DE PIERRES. — Je ne mets, Monsieur le président aucune ironie dans mes paroles et je vous demande d'attendre la fin de mon discours pour le juger. Je veux pour me résumer prendre certaines paroles que M. le président lui-même a prononcées dans cette enceinte. M. le président a dit que l'Empereur s'était plaint de ne pas trouver dans cette assemblée un contrôle qui manquait à son gouvernement, et M. le président a ajouté qu'avant les réformes accomplies, la Chambre se trouvait en effet placée entre une soumission regrettable ou une opposition insensée. Je termine avec ces paroles compromettantes qui ne viennent pas de moi.

M. CHEVANDIER DE VALDROME. — La Chambre ne peut pas rester sur de pareilles imputations. (Très-bien, très-bien.) Je crois être d'accord avec la majorité de mes collègues en protestant contre un discours dans lequel on a présenté les membres de cette Chambre comme des machines à voter. Je ne cherche pas dans quelle limite il appartient au gouvernement d'intervenir dans les élections.

M. LE MARQUIS DE PIERRES. — Pourriez-vous vous passer de l'appui du gouvernement ?

M. CHEVANDIER DE VALDROME. — Je vois dans cette assemblée plusieurs membres qui y sont entrés sans l'appui du gouvernement. Mais encore une fois, je ne veux pas traiter cette question. Je n'ai voulu que protester énergiquement contre le discours que vous venez d'entendre. (Nombreuses marques d'approbation.)

S. EXC. M. BAROCHE, ministre, président du conseil d'Etat. — Je me crois obligé de prendre la parole après les observations présentées par M. de Pierres. C'est au nom du gouvernement que je veux répondre aux attaques dirigées contre la Chambre tout entière.

M. E. PICARD. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT. — M. de Pierres croit pouvoir dire que pas un candidat ne peut entrer dans cette Chambre sans l'appui du gouvernement.

J'ajoute, moi, et sans les sympathies du pays. (Très-bien, très-bien.)

Quel est le devoir du gouvernement dans les élections ? Chercher à bien connaître la volonté des populations et discerner parmi les différents candidats celui qui représente la majorité de la population électorale. Il ne faut pas chercher si le candidat a besoin de l'appui du gouvernement, il faut chercher s'il n'a pas besoin surtout des sympathies et de la confiance des électeurs. Ce n'est pas le gouvernement qui fait les députés, quoiqu'en ait dit M. de Jouvenel, qui a prétendu qu'on choisissait des députés comme des prétextes.

M. LE BARON DE JOUVENEL. — J'ai dit qu'il ne fallait pas que cela fût.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT. — Le gouvernement met tous ses soins à discerner de quel côté sont les sympathies de la population. Se trompe-t-il quelque fois ? Cela est possible, car l'infailibilité n'appartient à personne. Mais je proteste que le gouvernement n'a qu'un désir, qu'une préoccupation, c'est de choisir les plus dignes et les plus capables de représenter le pays.

M. LE BARON DE JOUVENEL. — Et quand on impose des candidats inconnus dans le pays.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT. — Il est un député dont M. de Jouvenel a déclaré ne pas pouvoir parler. La Chambre comprendra la même réserve m'est insensée. Je dois m'abstenir de toute observation pouvant ressembler à une allusion. (Très-bien ! très-bien !)

Mes je peux répondre nettement à l'honorable M. Lemerrier, qui a demandé quels seraient les moyens employés par le gouvernement pour combattre les candidats de l'opposition. Ce seront les moyens mis à la disposition du gouvernement par la loi et par la constitution, et qui se concilient avec la loyauté (Très-bien ! très-bien !)

Le gouvernement fera, en 1863, ce qu'il a fait en 1852, ce qu'il a fait en 1857, et j'éprouve, en vérité, quelque honte à être obligé de repousser devant cette chambre les étranges accusations qui ont été formulées. Je ne veux pas prolonger cette discussion ; elle est pénible pour tout le monde et je désire l'abrégier autant que possible.

Honorable M. Lemerrier a fait seul une proposition nette. Sous l'influence d'un souvenir parlementaire, il a proposé de rejeter la première section du budget du ministère de l'intérieur, et ce rejet serait un blâme de la conduite du gouvernement.

J'accepte cette épreuve et je vous demande d'aller aux voix.

Je crois que nous pouvons attendre ce résultat avec confiance. (Marques nombreuses d'approbation.)

M. E. PICARD. — Dans ce débat qui intéresse si vi

vement la dignité de l'assemblée, deux personnes ne peuvent aborder le vif de la question. Ces deux personnes sont M. de Jouvenel et M. le président du conseil d'Etat, qui représente ici le gouvernement ; je ne suis pas obligé à la même réserve.

Je dirai d'abord que je suis prêt à accepter le vote que propose M. le président du conseil d'Etat, à la condition que tous les membres de cette assemblée qui doivent être candidats du gouvernement aux élections prochaines voudront bien se récuser. (Exclamations et rires.)

J'entends dire que nous seuls serions appelés à voter. C'est une erreur. La plainte qui vient de s'élever dans cette enceinte, devait trouver de l'écho parmi les membres de la majorité et plusieurs reconnaissent, tardivement, il est vrai, que la liberté des élections n'intéresse pas seulement l'électeur et le candidat, qu'elle intéresse le député lui-même.

Nous en avons sous les yeux un exemple frappant et public. Il y a un an, la chambre, unanime nomme une commission qui, unanimement, choisit un rapporteur. Ce rapporteur était parmi les amis les plus dévoués du gouvernement.

Il avait été patronné aux élections de 1857. Il sera combattu à celles de 1863 pour avoir exprimé une opinion contraire aux vœux du gouvernement, une opinion devant laquelle on a fléchi, mais qu'on regrette apparemment d'avoir subie. C'est là un exemple qui n'a pas d'analogue dans les assemblées délibérantes. Ce trait suffit à la condamnation des candidatures officielles.

J'attendais que M. Chevandier de Valdrome déposât sur l'autel de la liberté électorale la candidature officielle dont il est revêtu (rires), et je crois même qu'il serait disposé à le faire, si ses collègues voulaient l'imiter. (Nouveaux rires.)

M. de Jouvenel est combattu à outrance dans la lutte électorale, il est mis en interdit par les fonctionnaires de son département, il est traité comme le dernier des révolutionnaires. (Bruit.)

M. WATTEBLÉ. — Il n'est pas le seul.

M. E. PICARD. — Je sais bien qu'il n'est pas le seul, et je vois, grâce aux fautes du gouvernement le parti de l'indépendance prendre de l'importance dans la chambre.

Le système des candidatures officielles est jugé. Si vous voulez une assemblée libre et indépendante, reconnaissez que la liberté des élections est un droit contre lequel rien ne prévaut, et qu'il faut laisser les électeurs faire seuls leur besogne.

M. le président du conseil d'Etat vous a dit que deux choses étaient nécessaires pour entrer dans cette chambre : l'appui du gouvernement d'abord, les sympathies des populations ensuite. C'est là une adroite réserve qui permettra de dire au candidat qu'on ne veut plus : nous avons écouté les populations, elles ne vous sont plus sympathiques. En vérité, messieurs, la ruse est trop grossière. (Dénégations.)

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas la ruse qui est grossière.

M. E. PICARD. — J'ai le droit de dire que la ruse est grossière. (Nouvelles dénégations.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ai dit : Ce n'est pas la ruse qui est grossière, et vous ne m'avez pas compris. Eh bien ! je suis obligé de m'expliquer. Ce qui est grossier, ce n'est pas la ruse, c'est la forme du langage. (Approbation.)

M. E. PICARD, au milieu du bruit : Vous n'avez pas le droit de me dire cela : c'est une injure que je ne souffrirai pas.

De toutes parts. — A l'ordre ! à l'ordre !

M. LE PRÉSIDENT. — Quand vous servez d'expressions blessantes pour l'assemblée et pour le gouvernement, j'ai le droit de vous interrompre. (Très-bien ! très-bien !) Maintenant, j'ai un autre droit encore, celui de vous rappeler à l'ordre.

M. E. PICARD. — Je vous demande, Messieurs, à continuer. M. le président du conseil d'Etat vous a dit : « Il faut voir les moyens légaux que le gouvernement a le droit d'employer ; » et, s'adressant à la majorité, qu'il mettait dans l'embarras (non ! non !) il ajoutait : « Nous ferons en 1863 ce que nous avons fait en 1857. »

Messieurs, depuis 1857 nous nous plaignons de ce qui a été fait alors aux élections. Aujourd'hui, un certain nombre de membres de cette Chambre joignent leurs voix aux nôtres et le moment est venu de se demander si la dose de liberté qui a suffi en 1857 suffira en 1863. Je ne le crois pas, et, à cet égard, le sentiment de quelques-uns de ceux qui sont entrés dans cette Chambre avec l'appui du gouvernement est un témoignage qu'on ne saurait récuser.

Il serait superflu de traiter théoriquement la question des candidatures officielles. Je suppose que le

gouvernement est disposé à les maintenir : comment se comportera-t-il en 1863 ? Il publiera les affiches du candidat qu'il patronne, il fera distribuer les bulletins de ce candidat par ses agents, par les gardes-champêtres et peut-être même par les employés des postes. Eh bien ! Messieurs, je le demande, est-ce juste ? Et pouvez-vous admettre que le concurrent soit condamné à remplacer à ses frais le personnel administratif, qui sera tout employé au service du candidat officiel, et à dépenser 8 ou 10,000 fr. pour poser sa candidature ? Il aura à parcourir 200 communes en 20 jours à ses frais et sans d'autres secours que celui d'agents qu'il devra payer ou dont le dévouement lui viendrait en aide. Voilà l'inégalité de la lutte, inégalité choquante qui frappe tous les yeux.

Si le gouvernement est, comme il le dit, pénétré du sentiment de la justice, qu'il fasse porter par ses agents les bulletins des candidats de l'opposition aussi bien que ceux de l'administration ; mais il ne le fera pas.

Une voix. — Il fera bien.

M. E. PICARD. — Alors mes reproches subsistent entièrement. J'ajoute qu'il faudra que le candidat de l'opposition établisse une surveillance active pour que le scrutin soit fidèlement respecté. (Bruit.)

A ce propos, une révélation grave nous a été faite par le dépouillement de dossiers électoraux. D'après la loi toutes les communes doivent avoir une urne fermée par deux serrures, et vous n'avez pas oublié, Messieurs, ce que nous avons appris par expérience, que, dans certaines communes, les bulletins étaient déposés dans certains vases, dans des boisseaux ou même dans la poche du maire. (Interruption.) Eh bien ! le gouvernement a-t-il ordonné partout l'achat de ces urnes ? A-t-il fait cette dépense de premier établissement du suffrage universel ? (Rires et bruit.)

Il y a dans tout ceci, Messieurs, une question de liberté et de dignité pour la Chambre elle-même, et je vous demande de vous prononcer et de réclamer la liberté des élections, au nom de tous.

S. EXC. M. BAROCHE, président du conseil d'Etat : Vous comprendrez, Messieurs, que je ne réponds pas aux reproches adressés par M. Picard relativement au matériel des élections. Le gouvernement fera ce que la loi lui prescrit de faire, et il fera ce qu'il a toujours fait ; il maintiendra loyalement la liberté électorale. (Approbation.) On nous demande si nous renoncions aux candidatures officielles. Une fois pour toutes, je réponds : Non ! nous n'y renoncions pas. (Nouvelle approbation.)

M. J. FAYRE. — Le gouvernement serait détruit, si vous y renonciez. (Dénégations, vives rumeurs.)

Voix nombreuses : A l'ordre ! à l'ordre !

M. LATOUR DE MOULIN, interpellant M. J. Fayre, au milieu du tumulte : N'est-ce pas vous qui avez signé en 1848 les circulaires et le fameux bulletin ! Pouvez-vous parler de sincérité et d'indépendance à propos d'élection !

M. J. FAYRE prononce quelques mots qui sont entièrement couverts par le bruit.

S. EXC. M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT. — Messieurs, il y a un gouvernement qui a été détruit par le dégoût et par la haine publique (Très-bien ! très-bien !) Quoiqu'il eût faussé les élections, quoiqu'il ait eu l'audace de porter comme candidats dans les collèges électoraux des commissaires mêmes du gouvernement. Celui-là, la fraude n'a pu le sauver. (Nouvelle approbation.) Il en est un autre qui n'a pas besoin de la fraude pour se soutenir, c'est celui au nom duquel je parle, c'est celui qui a été créé par le suffrage libre des populations, par une explosion de l'opinion publique qui s'est manifestée alors que le pouvoir était aux mains de son concurrent, celui qu'on a proclamé des millions de suffrages contre 4,500,000 donnés à celui qui était à la tête du gouvernement.

En 1863 nous ne reviendrons pas à 1848 (très bien ! très bien !) et nous avons trop de confiance dans le pays pour essayer de porter atteinte à la liberté des élections. Plus les élections seront libres, plus elles affirmeront le gouvernement de l'Empereur. (Nouvelles marques d'approbation.) Nous maintiendrons les candidatures officielles, non pas dans l'intérêt de tel ou tel candidat, mais dans l'intérêt du pays. Il n'est pas possible d'abandonner le suffrage universel aux intrigues des partis, aux coalitions que certaines personnes ont le courage de défendre ici. (Très bien ! très bien !) Nous n'entendons pas rester désarmés en présence des attaques dont ici même le gouvernement est l'objet.

M. J. FAYRE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT : Nous maintiendrons les candidatures officielles, car c'est le seul moyen d'établir l'équilibre entre les passions des partis et les intérêts du pays.

M. J. FAYRE : Je demande à dire un mot pour ex-

ble parricide fut le décret émané de Joachim lui-même, le 24 juin 1810 !...

Je laisse aux publicistes le soin d'élever la voix contre l'iniquité d'une pareille application de la loi.

Un monarque reçu du consentement unanime de la population de son royaume, devenu cher à ses sujets par les bienfaits sans nombre dont il les a comblés ; ce même roi trahi, et forcé, par les événements, de s'éloigner de ses états sans aucun acte d'abdication, et avec esprit de retour, y revient ensuite avec quelques fidèles serviteurs, ayant toujours la possession pleine et entière de ses droits, et il est arrêté et mis à mort comme un brigand, comme un assassin !

Un roi qui, à laté de son armée, saccage les états d'autrui, dès qu'il est fait prisonnier, est-il assassiné ? Non.

Dans les siècles demi-barbares, que de princes ont tenté de reconquérir un trône enlevé par la force, sans perdre avec leurs espérances l'inviolabilité de leur personne ! Et au sein de l'Europe, dite civilisée, dans le siècle du progrès, un despote a pu commettre impunément un assassinat royal !

Dès que Joachim eut entendu l'arrêt fatal, ce preux guerrier demanda seulement qu'il lui fut accordé le temps d'écrire ses derniers sentiments à la reine. Tel est le texte de ces touchants adieux :

« Ma chère Caroline,

« Ma dernière heure est arrivée ; dans quelques instants j'aurai cessé de vivre : dans quelques

(1) Voici le jugement de *Napoleon* sur l'attentat de Pizzo : «..... Au surplus, l'exécution de Murat a été horrible ! C'est un événement dans les mœurs de l'Europe, une infraction aux bienséances publiques. Un roi a fait fusiller un roi reconnu comme tel par tous les autres !!! Quel charme il a violé !..... » (Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, 1^{er} vol., page 499)

pliquer ma pensée. J'ai dit que le gouvernement avait pour base les candidatures officielles et que, s'il y renonçait, son principe serait détruit. (Dénégations et bruit.)

Une voix : Vous avez dit que le gouvernement serait détruit, s'il renonçait aux candidatures officielles.

M. J. FAYRE : Mon affirmation n'avait rien qui pût vous blesser, puisqu'elle était conforme à l'assertion de M. le président du conseil d'Etat. (Rumeurs.)

M. le président du conseil d'Etat dit que le suffrage universel a besoin d'être dirigé ; mais lorsqu'il l'est par un gouvernement qui dispose de tout, cette direction peut s'appeler l'absorption du suffrage universel.

M. GRANIER DE CASSAGNAC : Vous avez eu cette direction absolue et elle ne vous a servi à rien.

M. J. FAYRE : Le gouvernement déclare qu'il a besoin de cette concentration de pouvoirs ; que sans cela, il pourrait succomber à la peine. (Bruits et dénégations.)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT : Je n'ai pas du tout dit cela.

M. J. FAYRE : Le gouvernement s'effraie comme d'un danger d'une coalition d'hommes qui veulent la liberté des élections.

M. CHEVANDIER DE VALDROME : Dites qui veulent le renversement du gouvernement.

M. J. FAYRE : Tout gouvernement qui s'appuie sur des principes qui blessent les sympathies publiques est menacé dans son existence.

En attaquant les candidatures officielles, nous avons voulu attaquer une grave atteinte portée à la liberté des électeurs.

Plusieurs voix : Et le 16^e bulletin ! A l'ordre, à l'ordre !

M. LE COMTE D'ORNANO : Vous voulez renverser le gouvernement. Nous qui avons fait l'empire, nous le défendrons.

N. J. FAYRE : On a dit au nom du gouvernement que les candidatures officielles étaient nécessaires, que le gouvernement continuerait à diriger les élections, qu'il écarterait ceux qui ne voteraient pas dans son sens.

S. EXC. M. BAROCHE : On n'a pas dit cela ! Voix nombreuses : Aux voix ! aux voix !

M. LE PRÉSIDENT consulte la chambre sur la première section du ministère de l'intérieur.

Quelques membres seulement se lèvent contre.

M. LE PRÉSIDENT : Je crois que la chambre a adopté. (On rit.)

La séance continue.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

(Moniteur)

L'Empereur a passé en revue, hier, au Champ-de-Mars, les troupes de toutes armes du premier corps d'armée.

Bulletin :

Une dépêche de l'amiral Jurien de la Gravière, datée de Vera-Cruz, 1^{er} avril, mande l'arrivée de tous les vaisseaux et transports.

L'état sanitaire était excellent.

Une lettre du général Forey annonce que le 22 mars, le général Mirandol a refoulé les troupes de Comonfort, près de Cholula, après un brillant engagement qui a coûté aux Mexicains, 200 morts et 50 prisonniers. Nos pertes se sont élevées à une dizaine d'hommes, dont deux tués.

Les dispositions des habitants des environs, nous sont très-favorables. La route de Puebla à Mexico est occupée par un corps français.

Dans la nuit du 23 au 24, la tranchée a été ouverte devant San-Juan. Dans cette opération, nous n'avons pas eu un seul blessé.

Chronique locale.

Par arrêté préfectoral du 25 avril 1863, M. Marty (Jean-Pierre), propriétaire à St-Laurent, a été nommé Maire de la commune de Beau-regard.

Par décret du 22 avril courant M. de Vallon, directeur de l'enregistrement et des domaines à Agen, a été nommé directeur de 2^e classe à Cahors, en remplacement de M. Joly, appelé en la même qualité à Poitiers.

Samedi soir, M. Laval et sa femme, d'Escayrac, montés sur un tilbury, ont été précipi-

« instants tu n'auras plus d'époux ; ne m'oublie jamais ; ma vie ne fut tachée d'aucune injustice. Adieu mon Achille, adieu ma Létitia, adieu mon Lucien, adieu ma Louise ; montrez-vous au monde dignes de moi. Je vous laisse sans royaume et sans biens, au milieu de mes nombreux ennemis ; soyez contentement unis, montrez-vous supérieurs à l'infortune, pensez à ce que vous êtes et à ce que vous avez été, et Dieu vous bénira. Ne maudissez pas ma mémoire. Sachez que ma plus grande peine, dans les derniers moments de ma vie, est de mourir loin de mes enfants.

« Recevez la bénédiction paternelle ; recevez mes embrassements et mes larmes. Ayez toujours présent à votre mémoire votre malheureux père.

« Pizzo, 13 octobre 1815. »

Il demanda aussi que les quelques mèches de ses cheveux, qu'il enveloppa dans sa lettre, et que le cachet de sa montre qu'on trouverait dans sa main droite après sa mort, fussent également envoyés à sa veuve. Je tiens de la reine elle-même que ces précieuses souvenirs ne lui ont jamais été remis.

Joachim fit les plus vives instances pour donner un dernier adieu à ses compagnons ; mais cette consolation lui fut inébranlablement refusée.

L'arrêt reçut son exécution vers les quatre heures, sur l'esplanade du château, à quelques pas de sa chambre. Il mourut digne de lui, debout et sans avoir les yeux bandés. Il avait commandé le feu lui-même, et en découvrant sa poitrine et leur marquant la place de son cœur, il avait prononcé ces mots : « Soldats, dirigez ici vos coups. »

Son cadavre mutilé fut immédiatement transporté dans l'église paroissiale de Pizzo et jeté dans la sépulture commune !

tés dans un ravin, à un kilomètre de Montcuq. Mad. Laval seule a reçu une forte contusion à la tête.

CONCERT ORPHEONIQUE

La Société orphéonique doit donner, le dimanche, 3 mai, dans la Salle de Spectacle de la ville, le 1^{er} concert de sa seconde année d'existence.

L'affiche du jour donnera le programme de la soirée.

La Commission d'administration a l'honneur de rappeler à MM. les Patrons de la Société, lesquels, d'après les prescriptions des statuts, ont droit à une entrée gratuite, qu'ils doivent s'adresser aux Bureaux de la Mairie, pour faire retirer leur carte, au cas où ils ne l'auraient point reçue à domicile.

Le Secrétaire de la Société,
BRUGIÉ.

Ces jours derniers un enfant a été trouvé noyé dans un lac appartenant au nommé Pécourt, de Granézouls. Des investigations du commissaire de police de Montcuq, il en est résulté la découverte du coupable. La nommée M. G. se rendant chez elle, accoucha d'un enfant tout près dudit lac. Vouant cacher sa faute, la malheureuse fille-mère passa une corde au cou de la victime, pour l'empêcher de crier, et la jeta à l'eau. Samedi soir l'enfant a été trouvé, surnageant, par une femme qui lavait du linge.

CAISSE D'EPARGNE DE CAHORS.

Séance du 26 avril 1863.
8 Versements dont » nouveaux..... 1,488^{fr} »
9 Remboursements dont 6 pour solde. 2,601 76

TAXE DU PAIN. — 16 avril 1863.
1^{re} qualité 34 c., 2^e qualité 31 c., 3^e qualité 28 c.

TAXE DE LA VIANDE. — 12 mars 1862
Bœuf: 1^{re} catégorie, 1^{fr} 15^c; 2^e catégorie, 1^{fr} 05^c.
Taureau ou Vache: 1^{re} catég., 95^c; 2^e catég., 85^c.
Veau: 1^{re} catégorie, 1^{fr} 30^c; 2^e catégorie, 1^{fr} 20^c.
Mouton: 1^{re} catégorie, 1^{fr} 25^c; 2^e catégorie 1^{fr} 15^c.

Pour la chronique locale: A. LAYTOU

Départements.

Lavaur (Tarn), 19 avril.

Un triste événement émut douloureusement notre population dans la journée du 11 avril. Vers les 4 heures du soir, une foule nombreuse, qui stationnait sur la place du marché aux porcs, venait chercher un abri dans le porche et sous les murs de l'hospice, contre une grêle épaisse qui commençait à tomber. Tout-à-coup une formidable détonation retentit et la foudre vint s'abattre sur le clocher de l'hospice surmonté d'une croix. L'arceau qui formait ce clocher s'ébranla aussitôt sur sa base et fut partagé par le milieu. L'une de ses parties projeta avec fracas ses débris sur une salle attenante à la pharmacie, et en deçà du mur sous lequel s'étaient réfugiés un grand nombre de personnes; l'autre partie, quoique déjetée, resta miraculeusement soutenue par la cloche que la foudre avait respectée, mais que la violence du choc avait renversée sur la voûte. Après avoir fait voler en éclats cette partie du clocher, le fluide suivit la chaîne de la cloche qu'il brûla entièrement, passa sous le porche et alla se perdre dans la cour de l'hospice. L'aspect que présentaient alors les abords de cet établissement était navrant. Plus de 50 personnes gisaient pêle-mêle sur le sol, sous le porche ou aux pieds du mur de façade, au milieu des décombres. Celles qui n'avaient pas été atteintes paraissaient plongées dans l'hébétément et la stupeur la plus profonde, et ce ne fut qu'a-

près un moment de cet état d'insensibilité qu'elles purent porter des secours aux infortunés; le nombre n'en était pas heureusement aussi grand qu'on pouvait le craindre, et on put se convaincre bientôt que plus de la moitié avaient été seulement terrassées par la violence de la commotion. Mais à part cette consolante certitude, le nombre des victimes n'était encore que trop considérable, et si les unes étaient légèrement atteintes ou contusionnées, d'autres se trouvaient dans un état plein de gravité et un enfant de 10 ans avait succombé aux effets de l'asphyxie.

A la première nouvelle de ce douloureux événement, les autorités et les médecins de notre ville se sont rendus sur les lieux du sinistre et les soins les plus pressés ont été donnés sous leur direction à tous les blessés. Les plus gravement atteints, parmi lesquels se trouvaient deux femmes dont l'état inspirait de vives inquiétudes, ont été déposés dans l'hospice et confiés à la maternelle sollicitude des vénérables sœurs de cet établissement. Les autres ont été déposés chez les voisins ou transportés à leur domicile suivant le plus ou moins de gravité de leur état. En même temps l'autorité donnait des ordres pour faire enlever la partie du clocher qui était restée debout en employant les précautions nécessaires pour prévenir tout danger.

Les renseignements plus précis que nous avons aujourd'hui portés à 15 le nombre des personnes blessées. Leur état est généralement satisfaisant, mais une des femmes qui avaient été déposées dans l'hospice et dont l'état était si désespéré, a succombé à ses blessures.

(Journal de Lacaure).
Pour extrait: A. LAYTOU.

Nouvelles Étrangères.

ITALIE.

Hier, le roi et le prince de Carignan ont rendu visite au baron Ricasoli dans son château de Broglio. En revenant, Sa Majesté s'est arrêtée à Sienna où elle a reçu un accueil enthousiaste.

— Des lettres de Rome, du 22, portent que les officiers français ont donné un second carrousel au bénéfice des pauvres.
— On écrit de Naples, le 22, que M. Alexandre Michel, agent consulaire français à Bari, arrêté pour cause politique, a été transporté dans les prisons de Naples. Le consul général de France fait d'actives démarches pour hâter son jugement.

— Le Pape a visité aujourd'hui les fouilles qui s'exécutent au palais des Césars aux frais de l'Empereur des Français.

POLOGNE.

On écrit des frontières de Pologne, le 22, à la Gazette de la Baltique:

Un ukase impérial vient d'appeler sous les armes toutes les milices dans sept des gouvernements russes limitrophes des anciennes provinces polonaises. Chaque gouvernement doit fournir huit mille hommes.

— A Ostrovo, les élèves du collège ayant entonné le chant national pendant la messe, on a fermé l'établissement. Des dépêches de Cracovie et de Berlin mentionnent de nouveaux succès obtenus par les insurgés. La ville de Pultusk, voisine de Varsovie, a été incendiée par les Russes.

— On lit dans le Czas:
Lelewel s'était retiré, après le combat du 16, dans une forte position. Il y fut attaqué, le 17, par huit cents Russes qu'il repoussa. Ceux-ci battirent en retraite sur Vanow, après avoir eu quarante morts et un grand nombre de blessés. L'insurrection augmente dans le palatinat de Sandomir.

— Un événement grave vient de se passer dans le grand-duché de Posen.

D'après une dépêche de Berlin, résumant un article de la Gazette de Breslau, un grand nombre de volontaires se disposaient à passer la frontière avec des chariots chargés d'armes et de munitions.

Les autorités prussiennes, averties, voulurent arrêter les volontaires et saisir les armes; mais un

corps d'insurgés qui attendaient le convoi passa la frontière, pour soutenir les volontaires: une lutte très-vive s'engagea, et trente soldats prussiens restèrent sur le terrain.

De nouveaux corps d'insurgés se sont formés dans plusieurs gouvernements, et particulièrement dans celui de Plok. Les Polonais continuent partout à tenir tête aux Russes, qui sont presque toujours battus.

Ils ont remporté une victoire nouvelle à Kasmierz, dans le palatinat de Kalisch, et une autre dans la Lithuanie, près de Pinsk. Le général Sierocinski commandait les Polonais dans ce dernier combat.

(Opinion Nationale.) A. BONNEAU.

— On vient de publier en Pologne, sous le titre de: Une voix de propriétaire! une brochure lithographiée qui obtient un grand retentissement.

Cette brochure est une réfutation des bruits de divisions qui auraient éclaté au camp de Langiewicz. Elle affirme que les documents de Mieroslawski et de quelques autres publiés par la Gazette de Cologne sont une manœuvre en faveur de la Russie.

(Pays.) CHABROL.

TURQUIE.

Le vice-roi d'Egypte vient de faire de l'isthme de Suez une province à part ayant un gouvernement spécial. S. A. s'est entendue avec la Compagnie sur le versement de 35 millions de francs, représentant le solde des actions souscrites par le gouvernement égyptien. Celui-ci se charge aussi de l'achèvement du canal d'eau douce du Caire à l'Ouady Toumilat, avant le mois de mars 1864. — Le Sultan est arrivé hier à Smyrne.

GRÈCE.

Les lettres d'Athènes, du 18, annoncent la mise en liberté de toutes les personnes compromises dans l'affaire du consul de Bavière.

CHINE.

Les nouvelles de Saïgon, en date du 3 mars, constatent que la ville de Go-Kong, point de réunion de rebelles, ainsi que tous les districts révoltés, ont été occupés sans coup férir par les troupes françaises.

On mande de Kong-Kong, le 14 mars: Le bruit court que les Russes viendront au secours du gouvernement chinois pour étouffer la rébellion des Jaspings. On dit que Hakoudadi est le point de réunion des troupes de terre russes qui viendraient du fleuve Amour.

— On parle d'armements considérables qui auraient lieu au Japon.

Pour extrait: A. LAYTOU.

Paris.

28 avril.

Il y a eu dimanche, à l'issue de l'office divin réception par l'Empereur, au palais des Tuileries.

— On dit que dans le Conseil des ministres tenu hier sous la présidence de l'Empereur, il a été décidé que la session serait prorogée au 7 mai.

— Au Corps Législatif, on donne comme arrêtée la date du 8 juin pour les élections générales.

— D'après un journal, il serait question de fonder une seconde Compagnie de crédit mobilier français.

— On parle, mais très hypothétiquement, d'un voyage que l'Empereur d'Autriche ferait en France dans le courant de juin. S. M. visiterait le camp de Châlons.

— L'Empereur a passé hier, mardi, au Champ-de-Mars, la revue des troupes de ligne composant l'armée de Paris.

— Le Corps Législatif a continué aujourd'hui la discussion du budget de 1864. On pense que demain ou après-demain le Moniteur contiendra le décret de prorogation de la session actuelle.

— M. de Rolland, rédacteur du Progrès, de Lyon, qui a été arrêté à Cracovie par les autorités autrichiennes, va être dirigé sur la France en vertu de la faculté d'extradition convenue entre les Etats co-partageants de la Pologne à l'égard des conspirateurs politiques.

Pour extrait: A. LAYTOU.

TACHES, BOUTONS, FEUX AU VISAGE.

Quinze années d'infailibilité ont consacré l'action spécifique du Lait antéphélique sur les colorations et les sécrétions anormales de la peau du visage. éphélides (taches de rousseur, son, lentilles, masque de grossesse), hâle, efflorescences, boutons et rugosités, qu'il détruit ou prévient selon qu'on l'emploie mêlé avec plus ou moins d'eau. Cette double propriété rend ce cosmétique indispensable aux personnes jalouses de la pureté de leur teint.

Flacon, 5 fr. Paris, CANDÈS et C^o, boulevard Saint-Denis, 26.
A Cahors, M. Vinel, pharmacien.

Obligations hypothécaires.

Construction du quartier neuf du Luxembourg. En vertu des traités passés avec la ville de Paris et approuvés par décrets impériaux.

Ouverture de la souscription pour la troisième série des obligations hypothécaires de la Société du quartier neuf du Luxembourg, comprise dans l'émission totale de douze mille huit cents obligations.

Les première et deuxième séries sont entièrement souscrites.

Conditions et avantages de la souscription:

- 1^o — Les obligations émises à cinq cents francs sont remboursables à six cent vingt-cinq francs, par voie de tirage au sort annuel et dans un délai de 46 ans.
- 2^o — Ces obligations produisent un intérêt annuel de vingt-cinq francs, payables sans frais ni impôts, le 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année, à Paris, au siège social, 62, rue de Richelieu, et dans les départements, chez les banquiers chargés de recevoir les souscriptions.
- 3^o — Le versement des souscriptions s'opère, soit en une seule fois au moment de la souscription, soit par cinquième et de mois en mois à partir de la date du premier versement qui a lieu en souscrivant.
- 4^o — Les souscriptions jouissent de la totalité des intérêts sur le montant de leur souscription, à partir du jour du versement du premier cinquième.
- 5^o — Il est attribué une bonification immédiate de 4 francs 16 centimes par chaque obligation entièrement libérée au moment de la souscription.
- 6^o — Les titres sont nominatifs ou au porteur au choix des preneurs.

Le remboursement des obligations et celui de la prime de 125 fr. sont garantis par voie d'inscription hypothécaire prise au profit des porteurs d'obligations sur tous les terrains, maisons et constructions composant et devant composer ledit quartier, et représentant une valeur de quinze millions huit cent quarante-cinq mille francs. Cette inscription a été prise au bureau des hypothèques de Paris (1^{er} bureau, vol. 938, n^o 134), le 12 avril 1861.

Aussitôt après la clôture de la souscription, les formalités seront remplies pour que les titres soient cotés à la Bourse de Paris.

On souscrit chez les banquiers et les notaires et notamment:

- A Cahors, chez MM. J. Cangardel et fils, banquiers;
- A Figeac, chez M. Liévin, banquier;
- A St-Céré, chez M. Murat, banquier;
- A Gourdon, chez M. Taillade, banquier;
- A Souillac, chez M. Firmin Martine, fils, banquier.

L'abonnement à tous les Journaux se paie d'avance. — Les souscripteurs au JOURNAL DU LOT, dont l'abonnement est expiré, sont invités à nous en faire parvenir le montant. Il va être fait suite sur les retardataires. — Les frais de recouvrement seront à leur charge.

BULLETIN FINANCIER.

BOURSE DE PARIS.

27 avril 1863.

Au comptant:	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.
3 pour 100	69 20	»	» 15
4 1/2 pour 100	96 50	»	» 50

28 avril.

Au comptant:			
3 pour 100	69 20	»	» »
4 1/2 pour 100	96 50	»	» »

29 avril.

Au comptant:			
3 pour 100	69 40	»	» 20 »
4 1/2 pour 100	96 60	»	» 10 »

Pour tous les articles et extraits non signés: A. LAYTOU.

TAPISSERIE ET PASSEMENTERIE

RIVIÈRE

à Cahors, rue de la Préfecture, n^o 8

Grand assortiment de papiers peints, à 3, 4 couleurs, à 35, 40, 45, 50 c. le rouleau, jusqu'aux prix les plus élevés, les papiers fins seront vendus à un rabais considérable.

Lesieur RIVIÈRE se charge d'exécuter toute commande d'ameublement qu'on voudra bien lui faire.

POUR VENDRE BEAUCOUP, VENDRE BON ET BON MARCHÉ

Aux Fabriques de France

MAISON GREIL

A CAHORS, sur les Boulevards, Maison Cournou, à l'angle de la rue Fénelon.

HABILLEMENTS TOUS FAITS

TE SURMESURE

Formes élégantes et gracieuses, étoffes de la plus grande fraîcheur et de la plus haute nouveauté, confection d'un fini parfait, modicité de prix surprenante.

Le propriétaire-gérant, A. LAYTOU.

15 années de succès!

RHUMES, TOUX NERVEUSES

BRONCHITES ET AUTRES IRRITATIONS

DR POITRINE,

guéries et prévenues par l'emploi

DU SIROP PECTORAL PARÉGORIQUE

ET DE LA PATE PECTORALE

de ÉMILE MOUSSERON, ph. à Dijon.

Dépôt dans les principales pharmacies.

1 TRAITÉ PRATIQUE COMPLET DES MALADIES

DES VOIES URINAIRES

et de toutes les infirmités qui s'y rattachent

chez l'homme et chez la femme: à l'usage des

gens du monde. — 9^e édition: 1 volume de 900

pages, contenant l'anatomie et la physiologie

de l'appareil urinaire, avec la description et

le traitement des maladies de vessie, rétrécis-

sément, pierre, gravelle; illustré de

314 FIGURES D'ANATOMIE

par le docteur JOZAN, 182, rue de Rivoli;

2^o Du même auteur: D'UNE CAUSE PEU CONNUE

DÉPUEMENT PRÉMATURÉ

suite d'abus précoces, d'excès; précède de con-

sidérations sur l'éducation de la jeunesse, sur

la génération dans l'espèce humaine. 2^e édition,

1 volume de 600 pages, contenant la description

de la maladie, du traitement et de l'hygiène,

avec de nombreuses observations de guérison: impuissance, stérilité.

Prix de chaque ouvrage: 5 fr. et 6 fr. par la

posle, sous double enveloppe; en mandat ou en

timbres. Chez l'auteur, docteur JOZAN, 182, rue

de Rivoli; Masson, Libraire, 26, rue de l'An-

cienne-Comédie; et chez les principaux libraires.

A l'aide de l'un ou de l'autre de ces livres, tout

malade peut se traiter lui-même et faire préparer

les remèdes chez son pharmacien.

Eaux laxatives de MIERS (Lot)

Les seules, en France, sulfatées-sodiques, froides.

Inspection du Gouvernement.

Ces EAUX sont DIGESTIVES et RAFFRAICHISSANTES

dans le vin en mangeant (Dr Lieutard, doyen de l'Académie et médecin du roi Louis XVI);

LAXATIVES, en en prenant deux ou trois verres à jeun;

PURGATIVES, lorsque l'on en prend davantage (Gazette des hôpitaux).

Dépôt à la pharmacie centrale, VINEL, pharmacien, à Cahors.

On trouve à la même Maison:

Les Pastilles laxatives de Miers, en boîtes cachetées,

et les Sels pour bains de Miers à domicile, en rouleaux de 500 gr. pour 1 bain.

TABLEAU DES DISTANCES

De chaque Commune du Département du Lot aux chefs-lieux du Canton, de l'Arrondissement et du Département, dressé en exécution de l'article 93 du règlement du 18 juin 1811.

PRIX: 1 FRANC.

SE VEND A CAHORS,

Chez M. Laytou, rue de la Mairie, 6.